

comme l'ont précisé des représentants des services d'inspection aux réunions du PCEU, les progrès sont lents en raison des différences de politiques et de législation. Ainsi, les inspecteurs américains portent des armes à feu, alors que leurs collègues canadiens n'en portent pas, et le Canada n'autorise pas les inspecteurs américains à être armés quand ils se trouvent sur le territoire canadien. Un des participants au PCEU a proposé que les deux gouvernements créent, à la frontière, des zones internationales où les inspecteurs américains pourraient être armés. Parmi les autres problèmes abordés, mentionnons le recours à des entrepreneurs canadiens et américains, l'application du droit du travail et des taxes des deux pays, et les fluctuations du taux de change. Tout en reconnaissant qu'il est difficile de rendre ces installations rentables et véritablement communes, les participants au PCEU encourageaient les organismes fédéraux cependant de poursuivre cette approche où elle s'avère rentable.

Les frontaliers ont également demandé que les inspections se fassent en adoptant une approche de **gestion des risques**, autrement dit, que les voyageurs et les marchandises à risque élevé soient inspectés de plus près, tandis que les voyageurs et les marchandises présentant moins de risques franchiraient les postes plus rapidement. La Garde côtière américaine a été citée comme exemple d'organisme qui utilise l'évaluation des risques pour décider des navires à inspecter afin de vérifier qu'ils respectent les lois américaines. Les intervenants frontaliers ont également vanté les mérites de programmes tels que les programmes canadiens CANPASS et PACE et les programmes américains INSPASS et SENTRI qui permettent à ceux qui voyagent souvent aux grands voyageurs d'obtenir des cartes les autorisant à emprunter les voies rapides. Les participants